L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 7 JUILLET 1868. Entre les rues Bienville et Conti.

EXPOSE le LIBRE,
Manufacturier-Importateur - Detailleur

VISEZ DU RAFRAICHISSOIR.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10; par semestre, $5; par trimestre, $2 50
Prix d'un exemplaire, 10 centes.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE.
Par an, $6. par semestre, $3.

TARIF D'ABONNEMENT.

Nos communications semblables, placées à tour de rôle dans les différentes parties du journal, présentent $1 50 le carré pour quatre premières insertions, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Nos annonces semblables de la page d'affaires se payeront $2 le carré pour quatre premières insertions, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion.

Les annonces commerciales de la page d'affaires se payeront $2 le carré pour quatre premières insertions, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion.

Les annonces au comptant, dans la page d'affaires, seront de 10 mots pour un dollar.

Les annonces judiciaires, quelques renseignements que la composition de la Législature.

La liste officielle des sénateurs et représentants élus, dressée par une commission nommée par le général Buchanan, comprenait pour le Sénat : 50 radicaux et 16 démocrates; et pour la Chambre : 86 radicaux et 43 démocrates.

Le Sénat compte actuellement 21 radicaux et 13 démocrates, parce que les radicaux, en l'absence des démocrates, ont déclaré M. H. J. Campbell élu à la place de M. Anthony Sambola.

La Chambre ne compte que 84 membres; elle a 56 radicaux régulièrement élus sont venus s'ajouter six radicaux substitués par la majorité à six démocrates qui avaient reçu leurs certificat de l'autorité militaire.

Les six démocrates ainsi arbitrairement exclus sont MM. C. Q. Butler, de Bienville, remplacé par E. W. Davies; F. H. Knapp, de St-Bernard, remplacé par A. L. Lee (propriétaire du *Republicain*); John N. Howell, Zac. Howell et James Christian, de Caddo, remplacés par C. W. Lowell, J. H. McVean, Benj. Terrell, et T. M Gotten de De Soto, remplacé par Jas. J. Walsh.

Les dix sept démocrates qui n'ont pas été admis parce que leurs sièges sont contestés sont MM. Frank Bürge, James E. Carell, Jos. H. De Grange, Chas. A. Egger, J. E. Rengstorff, Charles Stringer, P. H. Waters, L. A. Wilos, C. C. Zeehario, et Jacob Zoelly, de la paroisse Orleans; L. P. Boyter, de St-Martin; B. B. Chaney, de Lafayette; Hogue et James Mc Milley d'Est-Bâton-Rouge; J. C. Humble, J. M. Judice, de Franklin; et J. D. Wemple, de De Soto.

La paroisse d'Orléans a nommé 23 représentants : 14 démocrates et 9 radicaux. La Chambre a admis sans difficultés les 9 radicaux bien que, dans le troisième district représentatif surtout, il y ait eu des fraudes monstrueuses, et elle refuse d'admettre dix des quatorze démocrates élus, sous prétexte que leurs sièges sont contestés. C'est là de la justice radicale. Il est évident que tous ceux qui auront des certificats d'élection devaient être admis au même titre en prêtant le serment constitutionnel; que les certificats n'avaient été délivrés qu'après une vérification scrupuleuse faite par la commission militaire. Mais il n'entrait pas dans les vues des aspirants sénateurs d'admettre la délégation orléanaise tout entière. De là les abus de pouvoir que nous vehons de relater et qui privent 23 démocrates de leurs sièges.

CANNES A SUCRE. — Nous avons reçu de M. G. Sabatier des échantillons de cannes à sucre, provenant de l'habitation jadis connue sous le nom de "Belle Peter's Plantation", situé sur le Bayou Lafourche. Ces cannes ont déjà sept pouces de formés, ce qui est extraordinaire à cette époque de l'année. Cela promet une fort belle récolte. Les pluies des derniers jours auront fait beaucoup de bien aux cannes en les faisant pousser. De tous côtés les nouvelles sont bonnes, et sans les préoccupations de la politique, nous n'aurions qu'à nous féliciter de la perspective.

LIQUEURS ET CORDIAUX — La maison Casanave et Vergeois annonce qu'on trouvera ton jours chez elle, No 72 rue Vieille-Levée, un grand assortiment de liqueurs et cordiaux, de tout genre, de qualité supérieure, et aux plus bas prix de la place. C'est aussi dans ce magasin qu'on peut se procurer le *sucre des Arabes* célèbre liqueur qui a ses propriétés remarquables. Voir l'annonce.

CHAUX DE L'ALABAMA. — M. Sam. Jamison, 69, rue Carondelet, offre à vendre de la chaux de l'Alabama, supérieure à celle dont on se sert ici, en lots à la convenance des acheteurs. Voir l'annonce.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPERATURE. — 6 juillet.

THERMOMETRE DE C. DUHAMEL, OPTICIEN
113, Rue du Canal.
Ci devant encoignure Bienville et Chartres.

6 heures A. M.		75 degrés
12	"	83
3	" P. M.	87
6	"	85

FLIBUSTIERS. — Les 60 ou 80 flibustiers arrêtés à la Grande Ile et amenés ici, sont toujours en prison. Nous nous sommes surpris qu'on ne les ait pas relâchés tout de suite, car personne ne s'imagine que les Etats Unis veuillent leur faire un procès sérieux. On ne pondamne jamais ici des flibustiers par égard pour le Mexique.

FETE DES POMPIERS. — Le mauvais temps a nécessité le remise de la fête que devaient donner les pompiers aux Fair Grounds. Ces brillants chevaliers, qui avaient paradé dimanche matin dans tous les quartiers, n'ont pu aimer développer leur habileté et leurs prouesses, mais ce qui est différé n'est pas perdu. On verra dimanche prochain, ce que la pluie a empêché de voir dimanche dernier, et la course au drapeau d'Orléans n'en sera que plus courue. Bonne aubaine pour la Compagnie.

NOMINATIONS AU BUREAU DU SHERIF. — Le nouveau shérif des Cours civiles, M. Thomas S. Maxwell, a fait les nominations suivantes : J. F. Dick, député shérif; Michel de Armas, secrétaire du shérif; Arthur Hart, teneur de livres; et MM. Bernard, M. Walsh, H. F. Jardy, Paul T. Abadie, Joshua Coppew, R. Villeroubia, L. E. Gardette, H. K Nixon, J. O. Lose, E. Bartanin, J. S. Yighni, S. Robert et Joseph Sorapuru.

Parmi ces noms nous reconnaissons ceux d'un frère et d'un neveu du général Rousseau de l'armée des Etats-Unis, dont le choix sont bons, particulièrement ceux de MM. de Armas et Dick.

M. Warmbarger, shérif de la Cour Criminelle, a nommé, ce que nous sachions, fait de nominations.

UNE GROSSE FORTUNE EN PEU DE TEMPS. — Un membre de la Législature qui était convervateur à la Convention et avait même refusé tout d'abord d'exiger le nouvelle constitution; est devenu tout à coup radical par suite d'une législateur. Mais avant cette évolution, il avait eu, dit-on, le soin d'acheter l'organe des radicaux dans la presse, pour prêcher un bill de monopole en faveur de son journal, c'est à dire en faveur du sien. Le bill est très sérieusement combiné. Il abroge le privilège durera quatre ans, c'est-à-dire deux ans de plus que la Législature, ensuite, il ramasse tout, les impressions de l'Etat, les impressions de la ville et les annonces judiciaires, et établit que les parties pour l'imprimeur une planche par carré, quand autrefois plusieurs éditeurs avaient offert d'imprimer au prix de 15 cents le carré et avaient travaillé à ce prix. On calcule qu'un semblable monopole produirait un bénéfice de $500,000. Ce ne serait pas trop mal pour un radical.

ACCIDENT ARRIVÉ A UN CHAR DE VILLE. — D'hier dans la matinée, comme le long de la rue du Canal est tombé à travers le pont qui le relie au delà de la rue Claiborne et a bloqué la voie pour le reste de la journée. Ceux qui étaient alors au pont ont été obligés de revenir à pied. La voie est réparée maintenant.

MÉURTRE EPOUVANTABLE. — Dimanche dans l'après-midi, après 2 heures, un nommé John Clancy, propriétaire d'un groserie au coin des rues Adèle et Rousseau, a été assassiné par sa femme, Ann Clancy, pendant qu'il était endormi. L'instrument dont elle s'est servie est un couteau à découper qui, pénétrant dans son cou gauche, a fait une blessure profonde dont il est mort à 9 heures du soir. La nouvelle de ce crime a vite répandue dans les environs, et l'officier Willis apprenant que la femme avait été arrêtée, s'est hâté de la mettre sous garde. Elle avoue avoir commis le crime et l'avoir prémédité depuis longtemps; mais les amis de la famille la regardent comme folle et c'est l'impression qu'elle produit sur tous ceux qui l'approchent. Elle a été interrogée à la station du 3ème District et a parlé sans réserve à chacun qui l'ont abordée, sans avoir un sentiment inste de son crime.

Le juge Jackson, Jno. F. Come et le colonel Von Zinken ont été demandés par M. Clancy, avant sa mort, et c'est en leur présence qu'il a fait son testament.

ENQUETE — Le verdict du jury du coroner dans l'affaire du jugement de John Clancy par sa femme est que la femme a heureusement accompli cet acte dans un accès de folie.

AUTRE MOTIF D'HOMICIDE. — On dit maintenant que le meurtre de nègre Pierre par le nègre Richard Vessey a été exécuté par jalousie. Vessey est regardé comme un bandit par tous les voisins et comme un voleur. Il demeure dans une vieille barraque aux trois quarts en ruines où il a autrefois vécu beaucoup de gens qui se valaient par le vice que lui. C'est à midi qu'il a tué Pierre en plein midi comme nous l'avons déjà dit. Ces renseignements sont donnés par la femme de Pierre qui proteste contre les crimes du général Grant.

COMME QUI SE NOMME LUI-MEME. — Le nouveau juri de police d'Algier est composé, nous dit-on, de trois blancs et de trois nègres, l'élection pour un maire est terminée et l'on a vu dans les annonces judiciaires publiées l'étant divisée également entre un nègre et un homme de couleur.

A la première réunion de sa bureau, le président étant un Monsieur Ismail et un autre Nègre et qui est président du droit en vertu de son ancienneté dans le service, les membres ont donné leurs prédécesseurs et se sont virtuellement mis en possession de leurs sièges. Mais le président a dû se retirer devant la force brutale ayant voté pour Macarty commandant de la police et les trois membres de celui-ci pour une autre force, Macarty a décidé l'affaire en sa faveur, en votant pour lui-même. Les autres officiers ont été distribués par les membres du bureau, qui se sont faits eux-mêmes leurs huissiers. Est-ce qu'on ne pourrait pas en faire autant pour la Nlle-Orléans?

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Majorité démocratique dans le Mississippi.

La Convention Nationale des Démocrates.

Le Massachusetts et le Rhode Island pour Chase.

180 votes pour Pendleton.

Lettre de Chase.

Il réitère sa doctrine des droits des Etats.

Belle sentence de la Convention des Soldats et des Marins.

Les résolutions avant les nominations.

Nouvelle hausse sur le coton.

Convention Nationale Démocratique.

New York, 6—Nombre de résolutions ont été présentées et référées aux comités. Une résolution endossant Johnson et approuvant Chase sur la question d'*impeachment* a donné lieu à des applaudissements.

Une résolution demandant une amnistie universelle sans aucune exception a été adoptée à l'unanimité.

La séance à 4 heures du soir.

Les délégations d'Massachusetts et de Rhode Island votèrent pour Chase au premier tour.

Les amis de Pendleton disent qu'il aura un premier tour 180 votes. On croit généralement qu'il fait tandis 20 ou 30 vdix de plus.

La lettre de Chase sur la suffrage et d'autres questions domestiques a été publiée.

Après s'être exprimé en faveur du suffrage pour tous les citoyens, Chase dit : "Sur cette question, j'adhère à une des vieilles doctrines des droits d'Etats. Dans le cas de ma nomination et de succès, j'agirai de manière à ce que ni le parti qui m'aura nommé, ni le grand corps de citoyens patriotes dont l'coopération aura assuré le succès de mon élection n'auront cause de regretter leur action. C'est mon ardent désir que la paix soit rétablie et maintenue dans toutes les questions du jour dans l'esprit du jour et assurer par là un long ascendant. Il peut faire tout cela s'il veut."

Quand la convention s'est réassemblée, la convention des soldats et des marins a présenté ses adresses et exprimant aucune préférence pour les candidats, mais exprimant beaucoup d'harmonie et de confiance dans le résultat.

Une tentative pour renverser la règle des deux tiers a échoué.

Ajournement à 6 P. M. sans ballot ni plateforme.

Nouvelles de Washington.

Washington, 6—Le comité du commerce a chargé cet matin sur la question de rappeler la loi assurant des suspension de rétrait à bord des steamers, et un bill empêchant toute construction de pont ayant moins de 50 pieds de hauteur sur l'Ohio et 500 pieds d'ouverture, excepté le pont à Louisville, a été présenté.

L'adoption du 14ème article et les pouvoirs donnés aux résidants de la Caroline du Nord ont été référés au comité compétent, et les Représentants nomme French, Dawson et Jones ont été reçus à serment. Ajourné.

SÉNAT. — Après l'expédition de quelques affaires de peu d'importance, le bill de succession relatif aux amendements du comité de Reconstruction a été adopté.

Le comité sur les résolutions demande le rejet de la résolution de Conkling, laquelle exprime la confiance dans le président Johnson et approuve ses mesures.

Le président nomme Bigler, de la Pennsylvanie, et Hammond, de la Caroline du Nord, pour conduire en faveur le président permanent.

Seymour se dirige vers le plate-forme au milieu d'acclamations prolongées.

Il remercie la Convention de l'honneur qu'elle lui fait et nomme spécialement, télégraphe et téléphone.

Il dit que cette convention a fermement à'occuper de questions fort importantes, dont quelques-unes étaient la conséquence des résolutions de la convention de Chicago.

Il discute brièvement la plate-forme républicaine et annonce en point de violer ces propres déclarations contre la république et la taxation négale, et appelle sur elle beaucoup de calomnies pour les vœux et orphelins de soldats.

Il reconnaît le parti dominant d'extravagances en soudoyant les soutiers publics, en partant atteinte au crédit national, en subjugant l'immigration par le poids des taxes sur le travail, et en supprimant toutes les garanties constitutionnelles de liberté républicaine.

Il dit l'insertion de la convention républicaine que les principaux de la déclaration d'indépendance sont maintenant morts par chaque pouce du sol américain, car dans 10 Etats de l'Union le pouvoir militaire supprime la loi civile.

New York, 6—Or 140 5/8. Coton plus ferme. Middling 26 1/2.

Nouvelles Européennes.

On lit dans le *Moniteur du soir* :

"L'Empereur et l'impératrice ont adressé au czar un télégramme de souvenir sympathique à l'occasion du jour anniversaire de l'alliance autrefois souvenir des deux empires est si brusquement échappé l'an dernier. L'empereur Alexandre a dit à l'ambassadeur de France, dans ces termes bien veillants, combien il était sensible à cette démarche.

"Le 6 juin vient d'être marqué par une mesure de clémence de cour; un ukase impérial a été rendu, à cette date, dans le but de commuer, sous certaines conditions, les peines de toute les criminels politiques dont la condamnation est antérieure au 1er janvier 1866, et de gracier complètement tous les étrangers qui se trouvent encore exilés en Sibérie.

"Cette amnistie ne devait être promulguée qu'à l'époque de la fête commémorative de couronnement, c'est-à-dire en septembre; mais le czar a préféré, pour donner suite à ses intentions généreuses, l'anniversaire du jour où sa vie et celle de l'Empereur Napoléon III ont été providentiellement sauvegardées."

Le gouvernement égyptien, désireux de garantir aux étrangers, dans ses Etats, toutes les mêmes garanties dont ils ont jouit jusqu'à présent sous la juridiction consulaire, et voulant écarter les abus de la suppression de la reconnaissance de ces privilèges, a tout récemment institué un tribunal mixte, composé de juges indigènes et étrangers, pour connaître exclusivement de toutes les questions ou litiges entre étrangers de diverses nationalités et entre étrangers et indigènes.

Le Standard dans un article qu'il consacre à cette réforme importante, croit que le gouvernement égyptien a appelé sur cette question l'attention des gouvernements européens.

On lit dans la *Turquie* du 10 juin :

Le protocole consacrant le droit de propriété aux étrangers a été signé hier, à la Sublime-Porte, par Fuad Pacha, ministre des affaires étrangères, et M. Bulwer, ambassadeur de l'empereur des Français à Constantinople.

Espérons que les autres puissances, animées des mêmes sentiments que la France à notre égard, ne tarderont pas à suivre son exemple et à traduire en fait cette loi si juste et si favorable aux progrès et aux divines influences sur le développement de notre prospérité.

La *Gazette de la Croix* dément formellement la nouvelle donnée par plusieurs journaux, que par suite de considérations stratégiques, la ville de Trèves serait érigée en place de premier rang.

Dans les cercles militaires bien renseignés, dit ce journal, on est revenu du projet de faire de Trèves une place forte, vu que la position de cette ville ne pas l'importance de celle que qu'on voudrait bien lui donner. On a reconnu que la véritable ligne de défense n'est pas la Moselle, mais celle qui est formée par la Sarre et la Sarre, et que la première ligne des Sarrlouis offrait aux besoins les plus pressants.

La *Presse de l'Allemagne méridionale* revient, pour le contredire de nouveau, sur le bruit de l'envoi de troupes prussiennes à Landau. Elle affirme que ce bruit a été répandu dans le but de cabinet de Munich et celui de Berlin sur la garnison en l'emploi ultérieur de cette assemblée de Landau, qui, si nous en croyons notre de récentes correspondances de Munich, serait très favorable au non simple place de dépôt.

Plusieurs journaux prussiens font prescrire que M. de Bismarck, à son retour de Varzin, pourrait bien se décider à abandonner les affaires étrangères et garder seulement le poste de chancelier de la Confédération du Nord.

La Gazette de Breslau donne sur ces dires sa réponse suivante :

"Malheureusement l'amélioration de la santé de M. de Bismark ne s'est pas confirmée. De-puis quelques jours il a eu des attaques violentes de goutte, et ses médecins ne peuvent pas encore lui permettre de quitter Varzin."

Le gouvernement français a pris un nouveau parti dans la question des tabacs. Il a décidé que les tabacs étrangers seront désormais admis en France, moyennant un droit de douane de 100 francs par 100 kilogrammes, et que les tabacs français seront vendus au public à raison de 1 franc le kilogramme.

Le Sénat a adopté, par 130 voix contre 110, le projet de loi relatif à la création d'un nouveau corps d'armée.

Le ministre de la guerre a déclaré que le gouvernement ne demanderait pas de crédits supplémentaires pour l'exécution de la loi